



Construite à l'origine, en 1952, pour servir de centre administratif à la Orinoco Mining Company, multinationale américaine exploitant à l'époque le minerai de fer et l'embarquant vers les marchés internationaux, Puerto Ordaz, fière de ses grappes d'immeubles modernes et d'antennes-relais que séparent de vastes zones vertes, est l'une des villes les plus modernes et industrieuses du Venezuela. Dès l'aube, à la sortie sud de sa « petite sœur pauvre » San Felix (cité dortoir avec laquelle elle forme l'ensemble de Ciudad Guyana), des files d'hommes se pressent sur le bord de la route et jouent des coudes pour aborder les bus, cars, camions, camionnettes ou véhicules parfois vétustes qui passent en vrombissant.



Route nationale qu'emprunte cette noria, la « Troncal 10 » trace son sillon en direction du sud

et du Brésil, à 600 kilomètres de là. Toutefois, au bout de 165 kilomètres, elle traverse la première des localités à sinistre réputation vers laquelle se dirige, dans l'espoir d'un possible revenu, cette multitude enfiévrée : Guasipati. De dizaines de kilomètres en dizaines de kilomètres, suivront l'inquiétant El Callao, puis la pustule urbaine de Tumeremo. Il y a même pire, à ce qu'il paraît. « *A partir de là, grimace le Vénézuélien qui nous accompagne, c'est l'anarchie. Le point le plus obscur, c'est la mine d'or à ciel ouvert de La Cristina.* »

Nous nous trouvons au nord de l'Etat de Bolivar, en plein cœur du très polémique Arc minier de l'Orénoque (AMO). Le 24 février 2016, confronté à la campagne de déstabilisation économique menée par l'opposition et le gouvernement des Etats-Unis, le président Nicolás Maduro en a fait une « zone de développement stratégique nationale » de 112 000 km² afin d'y exploiter d'importants gisements – or, diamants, coltan, kaolin, dolomie, autres métaux rares et stratégiques – et de diversifier l'économie, trop dépendante du pétrole – ce qui, sur tous les tons, est en permanence reproché au Venezuela « bolivarien ».

L'annonce a provoqué de très virulentes critiques de l'opposition, de partis politiques considérés « progressistes » (tels Marea socialista), de « défenseurs de l'environnement » nationaux et étrangers, d'organisations indigènes et de personnalités présentées comme « dissidentes » du chavisme – une poignée d'ex-ministres de feu le président Hugo Chávez (Ana Elisa Osorio, Héctor Navarro, Gustavo Márquez Marín, Olly Millán), le général en retraite Cliver Alcalá Cordones, l'intellectuel Edgardo Lander et Nicmer Evans (« chouchou de certains « gauchistes » européens, qui vient de s'allier à la droite dure au sein d'un Front large récemment constitué en remplacement de la MUD [[1](#)] que l'incohérence et les erreurs de ses dirigeants ont fait exploser).

« *Le président a rejoint le camp de la droite en méconnaissant le fait irréfutable que les mouvements de gauche, partout dans le monde, ont incorporé à leur patrimoine doctrinal la préservation de l'environnement (...)* », déclarera ainsi Freddy Gutiérrez, le 15 août 2016, lors d'une conférence de presse organisée conjointement par la Plateforme citoyenne de défense de la Constitution bolivarienne et les instigateurs du « recours de nullité » déposé devant le Tribunal suprême de justice (TSJ) contre l'AMO. « *// [*

e chef de l'Etat]

a décidé d'amputer le territoire national de 112 000 km², un espace plus grand que Cuba, l'Irlande ou la Croatie. Il s'agit de la création d'un Etat dans l'Etat. »

Qui plus est, ajoutent les relais internationaux de cette virulente campagne,

« *livré à la rapacité de dizaines de multinationales dérogeant aux lois du travail et à l'impôt*

[

[2](#)

]

»

. Pour l'ex-ministre de l'environnement Osorio,

« *cette initiative provoquera des dégâts environnementaux irréversibles, avec de graves*

conséquences pour les ressources hydriques, et rendra plus aiguë la décomposition sociale dans d'importantes zones du territoire aujourd'hui quasiment dépeuplées. »

Il y a là des arguments à ne pas négliger. Mais aussi de quoi sursauter d'étonnement... Tout au long du parcours qui, de Ciudad Guyana, mène à Upata, Guasipati, puis El Callao et Tumeremo, les longues lignes droites de la route ne traversent que des zones déboisées, des aires désolées, des champs qu'arpentent quelques troupeaux. Des cocotiers découpent leurs palmes contre le ciel. Où diable est donc passée la forêt vierge immaculée, l'immense jungle aux lianes énormes, aux cours d'eau inviolés, aux peuples d'Indigènes vivant en harmonie avec la Terre Mère, aux innombrables espèces d'oiseaux qu'est censément en train de détruire Maduro ?

« Il y a méconnaissance et désinformation malicieuse, réagit Luis Alberto Vásquez, technicien « révolutionnaire » (de tendance « écologiste et anarchiste » précise-t-il), qui, pour le compte du Centre national de technologie chimique (CNTQ), collabore avec le ministère du Pouvoir populaire pour le développement minier et écologique (MPPDME).

On présente l'Arc comme le responsable de la situation alors qu'il prétend la régler. Il y a dans cette région un héritage historique très lourd auquel le gouvernement cherche à apporter des solutions. »

C'est en 1853 – et non en 2016 ! – qu'El Callao, fondée par des migrants en provenance de la Caraïbe, a changé pour toujours lorsque de l'or y fut découvert. Alluvionnaire d'abord, dans les fleuves et les cours d'eau, puis en sous-sol. A 20 minutes aujourd'hui en hélicoptère de Tumeremo, une compagnie anglaise creusa son premier puits en 1881 – fin de XIXe siècle au cours de laquelle des firmes européennes s'abattaient sur ce nouvel *eldorado* [3]. Lorsque, un peu plus tard, le prix de l'or s'effondra, ces entreprises se retirèrent. Mais l'exploitation des filons n'a jamais cessée.

En 1970 naquit la vénézuélienne Minerven, nationalisée quatre années plus tard. En même temps, multinationales et compagnies appartenant à la classe dominante – celle-là même qui s'est opposée à Chávez et tente aujourd'hui de renverser Maduro – se voyaient octroyer d'importantes concessions qu'elles exploitaient de façon totalement incontrôlée. Dans le pire des cas, elles ne produisaient pas un gramme du précieux métal. Faisant « certifier » leur minerai [4], elles jouaient en bourse avec les fluctuations du prix de l'or sur les marchés et engrangeaient d'importants profits, n'apportant, sous forme d'impôt, aucun bénéfice à l'Etat. D'autres, jouissant d'une autorisation d'exploitation de vingt, voire cinquante ans, en terminaient

rapidement avec le filon le plus facile à arracher au sous-sol – le «*filet mignon*», s’amuse un acteur de terrain ! – et réclamaient immédiatement une autre concession, laissant derrière elles à l’Etat le reliquat de minerai le plus malaisé et le moins rentable à exploiter.

Dans ce sillage, au milieu de ceintures de misère, toute une population informelle s’installait et, repoussant la forêt et parfois les Indiens, transformait le Bolivar en un gruyère tropical creusé d’innombrables puits. N’en déplaise aux rêveurs mal informés, il y a bien longtemps que le paradis terrestre n’y existe plus.

Entre mines et activités connexes – acheteurs d’or plus ou moins véreux, fournisseurs de matériel, vendeurs de bricoles et de boustifaille, camionneurs, mototaxis, compagnes, prostituées –, environ deux cent cinquante mille personnes vivent d’un « extractivisme » devenu sauvage au fil du temps. Dont une proportion notable d’étrangers – Colombiens, Brésiliens, Guyaniens, Dominicains. A l’exception de quelques gisements à ciel ouvert, les plus épouvantables pour l’environnement, l’exploitation, souterraine, se mène depuis les «*verticales*»,

puits d’où s’enfoncent, entre 25 et plus de 80 mètres de profondeur, de très étroites et obscures galeries. Précairement assis sur un court bâton fixé perpendiculairement à l’extrémité inférieure de la corde qu’ils cramponnent à deux mains, les travailleurs descendent ou ressortent, au bout de plusieurs heures d’un labeur épuisant, grâce à un treuil des plus rudimentaires que deux gaillards aux traits rudes actionnent à la force des bras. A mesure que la profondeur augmente, rendant l’effort physiquement impossible, un

«*winch*»

électrique modernise quelque peu l’installation. Tout au long du jour, de ces mines, remontent à la surface les sacs de 50 kilos de terre d’où, dans les

«*plantas*»

voisines

, sera extrait, par un ravageur traitement au mercure, le métal convoité.

Entre deux plongées, les travailleurs se reposent dans leur hamac. Partout autour, sur le «*barranco*»

(le front de travail), l’équivalent d’une fourmilière redouble d’activité. Huit hommes et une cuisinière composent généralement l’équipe qui exploite les mines les plus modestes, l’immense majorité. Incapables de payer un logement ou même une chambre d’hôtel, tous vivent dans des campements insalubres faits de

«*casuchas*»

– toiles de plastique noire tendues sur des piquets. Ils ne tiennent d’ailleurs pas forcément à une habitation en dur. Leur précarité leur permet de se déplacer « à vitesse grand V » pour peu

que surgisse la rumeur d'une

« *bulla* »

– le « raffut » que provoque la découverte inopinée d'un nouveau et supposé riche filon.

« *Quand tu trouves de l'or, tu oublies tout, s'esclaffe un intéressé, jusqu'au nom de ta maman ! Tu récupères toute ton énergie. »*

Parfois jusqu'à l'absurde, jusqu'à la folie !

« *En 1981, dans l'ouest du Bolivar, en pleine forêt, sous la piste d'atterrissage de leur campement, des types ont découvert des diamants,*

raconte Sergio Milano, professeur à l'Université nationale expérimentale de Guyana et spécialiste de l'activité minière

. En une nuit, ils ont totalement défoncé la piste ! Quand ils ont retrouvé un minimum de bon sens, ils se sont rendus compte qu'ils ne pouvaient plus ni sortir de là, ni être ravitaillés... »

Traditionnellement, les mineurs ont de l'or une vision magique. Pour eux, le métal pense, il a une personnalité. Ils prétendent qu'ils ne le découvrent pas, que c'est lui qui les trouve. Que c'est lui qui décide à qui il va apparaître. « *Dans leur idiosyncrasie, dans leur cosmovision, la nature est seulement porteuse de richesse. Le concept de sa protection ou de sa conservation n'existe pas. »*

C'est donc, lorsque surgit la « *bulla* »,

à grands coups de pics, de pelles, d'explosifs et souvent de conflits que naît une nouvelle communauté.

Un gramme d'or environ pour 200 kilos de matériel brut : la boue collée sur leurs vêtements, les chanceux du moment s'entassent devant les officines qui, de Guasipati à Tumeremo, le long des rues bruyantes et encombrées d'une foule grouillante courant en tous sens, achètent, en argent liquide (qui a disparu dans tout le reste du pays) le métal précieux. La bière et le rhum coulent à flots. Les « filles » des « *currutelas* » cambrent les reins et tendent la main. « *La maison de passe, c'est le centre social de la mine »*, soupire, ayant l'air d'en connaître un rayon sur la nature humaine, un habitant désabusé.

En période de crise économique, comme celle que traverse le Venezuela actuellement, des hordes d'hommes en quête de survie déboulent de partout. Des zones périphériques surgissent autour des agglomérations, dans la plus totale anarchie. « *Cela a un fort impact, nous confie José Alejandro Martínez, le maire chaviste de Guasipati, ex-plus jeune édile du pays, qui entame son troisième mandat.*

En matière d'eau, d'électricité, d'équipements, cette ville n'est pas préparée à recevoir tant de gens. De plus, cette déferlante a une influence sur l'insécurité. »

Il rôde dans les parages des «*malandros*» (délinquants), des «*pranes*» (caïds), des bandes mafieuses appelées «*syndicats*» ou «*bases*», qui luttent pour le contrôle des territoires, armés de fusils R-15, FAL et AK-47. On pratique le racket –

«*la vacuna*»

(«*vaccination*» : un terme colombien)

Quatre ou cinq grammes d'or à payer chaque mois pour éviter d'être embarqué dans les collines et tabassé, voire exécuté, parfois découpé à la tronçonneuse. A El Callao (25 000 habitants, 80 000 avec la population flottante), l'un des onze

«*municipios*»

du Bolivar, 90 assassinats ont eu lieu en 2015. Avec, de temps en temps, un pic spectaculaire de violence, très médiatisé. Le 4 mars 2016, à Tumeremo, quatorze corps sont retrouvés dans une fosse commune, exécutés par la bande d'Ulloa Suárez, alias «*El Topo*» (abattu par les forces de l'ordre ultérieurement). Cinq morts à El Callao, le 5 avril 2017, quand des sujets armés s'en prennent à une patrouille militaire. Onze malfrats au tapis et un officier de l'armée blessé, le 11 septembre 2017, à Tumeremo, lors d'un affrontement avec le «*syndicat*» du mafieux «*Fausto*». Après neuf morts encore, à El Callao, dans le secteur San Luis, le 15 novembre, dix-huit malfrats porteurs d'armes de gros calibre tombent, le 11 février 2018, dans la mine Cicapra de Guasipati.

Chacune de ces tragédies voit se renouveler la même plaisanterie : les députés d'opposition, leurs supplétifs et leurs médias clouent au pilori... les forces de l'ordre, le gouvernement et Maduro. Quelques heures à peine après l'ultime drame de Guasipati, sans avoir effectué aucune enquête de terrain, Provea, supposée organisation de défense des droits humains devenue une quasi annexe du Département d'Etat américain, estimait que, d'après les faits portés à sa connaissance, il s'agissait «*d'un nouveau massacre*» des Forces armées boliviariennes [[5](#)]. Faisant réagir (parmi beaucoup d'autres) Carlos Clarck Wallace, bel homme de 74 ans, noir comme du charbon (et pas spécialement politisé), rencontré dans sa mine de Caratal (près d'El Callao) : «*Pendant la IVe République [avant Chávez], il y avait d'avantage de respect pour la loi. Maintenant, avec leurs histoires de droits de l'Homme, quand vient la Garde nationale, on prétend que c'est de la répression. Ces choses-là circulent jusqu'à l'opinion internationale et contribuent à criminaliser le gouvernement.*»

Depuis quelques années, la violence a changé de nature. «*Le mineur est un homme rude, mais pacifique, cette barbarie est importée,* analyse Sergio Milano.

Une partie des formes d'assassinat utilisées ces derniers temps viennent de Colombie.»

La « ruée vers l'or » n'ayant pas attiré que des enfants de chœur, des paramilitaires en provenance du pays voisin ont effectivement importé leurs obscènes méthodes.

« *Comme ce sont des zones où le contrôle policier est déficient et où, jusqu'à présent, ils pouvaient agir avec une certaine liberté, ils se sont enkystés.* »

Dans quel but ? A elle seule, l'activité minière informelle – la « *pequeña minería* » – produit au grand minimum deux tonnes d'or par mois. Paradoxalement, en 2015, la Banque centrale du Venezuela (BCV) n'en a reçu pour toute l'année que 700 kilos – 500 kg en 2016 – alors que, selon une directive de 2009, les mineurs ont l'obligation de lui vendre 60 % de leur production. En revanche, au large des côtes vénézuéliennes, l'île de Curaçao en exportait plus de 18 tonnes. Cette dépendance hollandaise des Caraïbes a ainsi engrangé 2,3 milliards de dollars entre 2010 et 2015... sans posséder une seule mine sur son territoire !

Dans le chaudron étouffant du Bolivar, or et diamants s'échappent par d'obscurs chemins – « *los caminos verdes* »

– ou de discrètes pistes d'aviation clandestines vers le Brésil, la Colombie, le Guyana, Aruba et Curaçao... Qui, sans vergogne, « *légalisent* » puis exportent la richesse qu'ils savent volée à leur voisin. Aidés, chez celui-ci, pendant longtemps, par l'absence de contrôles et la plaie endémique de la corruption. «

Un garde national, un policier, un fonctionnaire public ont des salaires modestes, explique Milano.

On leur offre quelques grammes. Ça vaut des millions. Il est très difficile de résister. »

Longtemps, l'Etat a envisagé d'exploiter cette richesse. Sans réellement passer à l'acte. « *Ce secteur était toujours relégué car le pétrole constituait la force motrice du pays : une extraction facile, avec peu de travailleurs, et un marché d'exportation à proximité* »,

nous expliquait en mai 2017 le ministre du MPPDME Jorge Arreaza

Le péché capital du Venezuela du XXe siècle : l'or noir freinant toute autre activité. Par ailleurs, dans la loi des mines de 1952, le petit mineur n'existait pas. «

Il devait être éliminé et était censé s'incorporer à l'industrie minière, rappelle Milano.

Mais, que cela plaise ou non, il était là ! »

Il faut attendre 2001 pour que Chávez signe un décret-loi prenant en considération cet acteur

oublié, qui extraie des fortunes, mais n'en récolte que de misérables miettes. En 1995, peu de temps après être sorti de prison pour sa tentative de coup d'Etat du 4 février 1992 contre le président Carlos Andrés Pérez, il a parcouru l'Etat de Bolivar et y a découvert la dure réalité de la vie des « *mineros* ». N'ayant rien oublié, il reconnaît la dette historique du pays à l'égard de cette population.

En août 2011, Chávez, encore lui, expose en conseil des ministres, puis publiquement, l'idée qu'il a en tête depuis longtemps. « *Dans le sud du pays, affirme-t-il, nous avons l'une des réserves d'or les plus importantes du monde et je vous informe que je vais bientôt approuver une loi nous permettant de prendre en main la gestion de la région aurifère parce que les mafias et la contrebande y font régner l'anarchie. Cette loi est déjà prête pour réserver à l'Etat les activités d'exploration et d'exploitation de l'or et toutes les activités connexes.* »

Sans coup férir, il « *invente* » l'Arc minier. Quand le

« *comandante* »

parle, les courtisans se taisent. Aucun de ceux qui, aujourd'hui, sur ce thème, se réclament de lui pour crucifier Maduro, n'élève la voix.

« *On ne va pas tenter de cacher le soleil avec un doigt en prétendant qu'il n'y a pas de dégâts environnementaux, admet en haussant les épaules José Ortiz. Evidemment qu'il y en a ! Il ne s'agit donc pas de produire "plus d'or", mais "plus et dans de meilleures conditions". Cela implique que nous devons être accompagnés par le peuple minier pour transformer les relations sociales de production.* »

« *Muchacho* » né à Guasipati, avocat sans costume ni cravate, mais à l'énergie débordante et communicative, Ortiz est depuis un an président de la Mission Piar [[6](#)], elle même apparue en 2005 pour mettre un terme à ce Far-West

« *polluant et générateur de vices* »

par une « *reconversion minière* » pleine de bonnes intentions. Un échec, à ce moment. Car il existe trois types de

« *mineros* »

. Ceux qui, surgissant en période de crise, repartiront si la situation générale du pays vient à s'améliorer ; les investisseurs d'entreprises de taille moyenne et leurs salariés ; mais, et surtout, la masse des « *historiques* », dont les pères, grands-pères et aïeux, parfois sur cinq ou six générations, pratiquaient déjà cette activité.

« *Ces gens-là, tu ne les transformes pas en coiffeurs, en paysans ou en en boutiquiers du jour au lendemain. Tu te heurtes à tout un substrat culturel. Ils ne bougeront jamais, et moins que tout par décret. Le gouvernement a dû reculer.* »

Lorsque le vice-président Elías Jaua lance à son tour en 2010 le Plan Caura, destiné à interdire la recherche illégale et terriblement nocive de l'or et du diamant sur le bassin du *río* Caura, habitat et terre ancestrale des Indiens Yekuwana, Sanemá et Hoti, il se heurte lui aussi à des résistances initialement sous-estimées. En plein boom pétrolier, l'Etat indemnise les propriétaires de barges et d'installations, lesquels empochent l'argent et... vont se réinstaller un peu plus loin.

Quand enfin Chávez « nationalise » l'or en 2011, en expliquant aux investisseurs privés et aux multinationales que, désormais, l'Etat se réserve les tâches d'exploration-exploitation aurifère et devra posséder 55 % du capital des firmes du secteur, ceux-ci décident de s'en aller. A travers Minerven, l'unique entreprise publique existant alors avec ses 800 travailleurs, l'Etat prend le contrôle des multinationales – Crystallex, Rusoro Mining, Minería MS Ca, Promotora minera de Guyana, Gold Reserve Inc. –, mais, d'une certaine manière, semble hésiter sur le rôle à attribuer à la « *pequeña minería* ».

« L'or, jusque-là, ne laissait rien, à l'exception de la malaria, d'un environnement saccagé et d'une situation sociale absolument désastreuse, résume l'actuel ministre du MPPDME Victor Cano. Il y avait dès lors deux manières de procéder. A feu et à sang, en envoyant l'armée nettoyer le secteur d'une partie de sa population, ou en travaillant avec les mineurs, chemin que nous avons choisi. Même si c'est difficile, nous en sommes conscients. »

En récupérant en 2016 le flambeau de feu Chávez, Maduro et ses collaborateurs ont établi les bases « réelles » du projet de développement. Premier élément, essentiel, systématiquement occulté par les détracteurs de l'Arco : seuls 5 % de la « potentielle » zone de production de 112 000 km² donneront lieu à une exploitation, qui plus est « contrôlée ». Ailleurs, dans les aires sous régime d'administration spéciale et les parcs nationaux, la biodiversité sera protégée.

Le 5 décembre 2017, un décret a démarqué les vingt-trois zones (3 400 km²), définies avec le ministère de l'Ecosocialisme, dans lesquelles pourra être exercée l'activité minière. Tout individu ou communauté exerçant en dehors de ces zones doit immédiatement migrer vers les aires autorisées. Deux pour le diamant, vingt-et-une pour l'or. Quelques-unes destinées à la grande industrie – Faoz (Venezuela) pour le coltan – et à quelques multinationales – Afridiam (République démocratique du Congo) pour le diamant, Bedeschi (Italie) pour l'or, ainsi que Yankuang Group (Chine), Barrick Gold Corporation, MPE International Inc et Gold Reserve (Canada). Comme pour le pétrole, des entreprises obligatoirement « mixtes » dont l'Etat sera

propriétaire à 55 % et, précise-t-on au ministère, avec un volontarisme évident, « *garant du respect des règles salariales et environnementales* ».

La majorité des zones sera néanmoins réservées à la moyenne et petite « *minería* » [7], dans des conditions également imposées par l'Etat.

»

Une recherche d'équilibre entre quatre lignes « stratégiques » : apport à l'économie nationale, sécurité, mesures sociales et protection de l'environnement.

« *Un plan*

construit sur le territoire,

précise Ortiz,

avec la participation des gens et la pleine connaissance de leur réalité, de leur culture, de leurs traditions ; pas planifié à Caracas dans une station de métro. »

En 2017, plus de sept cent réunions ont été organisées, par le biais du Conseil populaire minier (CPM), entité créée par les intéressés ces dernières décennies pour lutter, parfois avec succès (et l'aide de Chávez), contre la grande industrie qui tentait de les expulser. « *Il y a des zones,* explique Victor Cano, *où l'on ne savait même pas combien il y a de personnes...* »

Pendant trois mois, une équipe de techniciens et de professionnels, accompagnés par cinquante garçons et filles de 17 à 35 ans encadrés par la Mission Piar et le « chapitre *minería*

» du Plan de travail pour les jeunes – la

Chamba Juvenil

[

[8](#)

] – se sont plongés dans ces espaces chaotiques pour en recenser les habitants.

« *Le mineur ne sort pas de sa mine,*

poursuit le ministre,

jamais. Il fait sa vie dans la mine, mange dans la mine, reste à la mine. Impossible de lui dire "va te faire enregistrer à El Callao ou Ciudad Bolívar", il ne le fera pas. On doit se rendre sur place pour l'identifier. »

Au terme de cette intervention a été formalisé un Registre unique des mineurs (RUM) qui permet de connaître de plus près la réalité. « *L'accueil a été différent en fonction des endroits,* nous confie une jeune femme de Puerto Ordaz, qui a participé à cette enquête de terrain. *Une fois seulement, les mineurs ont refusé de nous recevoir, tout en nous traitant avec cordialité. Ailleurs, ça s'est passé très tranquillement. On n'a rencontré des réticences que dans*

environ 10 % des cas. »

Pour la première fois dans l'Histoire, nous content quelques grands-pères, le gouvernement prend en compte la « piétaille » des

« *mineros* »

pour formaliser et régler leur activité.

En quelques mois, le gouvernement a signé quarante-six « alliances stratégiques » avec ces derniers – entre cent et cent cinquante autres se trouvant en instance de formalisation. « *Ils s'organisent en coopératives, en entreprises dotées d'un statut juridique, s'associent à l'Etat, doivent payer des impôts, mais, en échange, rentrent dans la légalité, c'est gagnant-gagnant.* »

Jusque-

là livrés à une armée de profiteurs et de trafiquants pour se fournir en matériels et combustible à des tarifs exorbitants, ils peuvent désormais les acquérir légalement, à prix régulé, réduisant ainsi leurs coûts de production. En contrepartie, ils s'engagent à vendre leur or à travers la compagnie nationale Minerven, qui, pour le compte de la Banque centrale du Venezuela (BCV), le leur achète, rubis sur l'ongle, au prix international du marché – pour parler clair : au taux de change illégal et manipulé dans le cadre de la « guerre économique » imposée au Venezuela [

[9](#)

]. Un aveu d'impuissance, mais aussi, très pragmatiquement, le seul moyen de décourager l'exploitation clandestine et de mettre à mal la concurrence des mafias.

« *Actuellement, c'est l'Etat qui paye le mieux,*

nous confie Mireya Cobarubia, co-proprétaire de la mine Tesoro de Dios.

Plus que les étrangers ! Depuis qu'on a signé notre alliance et qu'on est partenaires, tout va beaucoup mieux, on collabore à la construction de ce pays. »

Pour bénéficier de ces conditions qui ne nuisent en rien à leurs intérêts, les « *mineros* » doivent néanmoins faire un effort et, « impérativement », respecter un certain nombre de règles, en matière de sécurité et de protection de l'environnement. Dans ce registre, le principal défi concerne le traitement du matériel aurifère sorti des puits.

« *C'est nouveau dans le pays,*

se réjouit Alberto Vásquez, notre « écologiste anarchiste » du CNTQ.

Jusque-là, le traitement se faisait presque exclusivement avec du mercure, dont il faut deux tonnes pour obtenir une tonne d'or. Peu efficace donc, et terriblement polluant, il contamine nos

ríos

et nos poissons. »

En effet très toxique, ce métal lourd relâché dans les eaux résiduelles, détruit la faune, la flore et même les hommes en contaminant la chaîne alimentaire par bioaccumulation ; auparavant, chauffé en plein air pour en séparer l'or qu'il a amalgamé, il a produit des gaz dévastateurs pour le

« *minero* »

qui procède à l'opération et son entourage immédiat [

[10](#)

].

Il s'agit désormais, pour les mineurs organisés, de se tourner vers les « *plantas* » utilisant le cyanure, dont quelques-unes existent déjà ; et de pousser les propriétaires d'équipements utilisant le mercure à remplacer leurs néfastes installations. Négativement connoté – à cause des suicides et des homicides par empoisonnement ! –, le cyanure, infiniment moins contaminant que le mercure, se dégrade beaucoup plus facilement. Si, dans son installation initiale, le processus de lixiviation qu'il permet se révèle plus coûteux, il permet, une fois opérationnel, de récupérer 92 % de l'or contenu dans le matériau brut, quand le mercure n'en capte que 38 à 40 %.

A minima,

une production passant du simple au double, donc un investissement rapidement rentabilisé [

[11](#)

]. Par ailleurs, la cyanuration ne présente un danger qu'en cas de rupture des digues qui retiennent les boues à 75 % liquides qu'elle rejette en bout de course – ce qui s'est déjà produit de par le monde, chacun en est conscient.

« *Le ministère nous a sollicités pour qu'on trouve des technologies alternatives, souligne Vásquez.*

On travaille activement sur de nouvelles possibilités, plus écologiques, de substitution

. »

Bien entendu, les chemins du progrès, rarement linéaires, ne sont pas exempts de difficultés. Au sortir du traitement dans les « *plantas* » (également appelées « *molinos* » ou « *moulins brésiliens* ») utilisant le mercure, les boues résiduelles mêlées aux flots d'eaux toxiques constituent, une fois asséchées, les

« *colas* »

– sables inertes qui contiennent encore, on l'a vu, environ 60 % de l'or très fin non capté par cette technique d'extraction. Ce sont ces

« *arenas* »

que récupèrent en priorité les quelques installations procédant par cyanuration, comme Inversiones Guaviare (10 à 15 kilos d'or par mois, 200 ouvriers travaillant en trois-huit).

« *L'objectif à atteindre est qu'elles traitent la matière primaire, que le mineur y aille directement, sans passer par le mercure,*

explique lucidement Darwin Evans, vice-président de Minerven, à El Callao.

Mais il y a une quantité importante de
“ *molinos* ”

et de gens qui dépendent de leur activité. A mesure du processus d'organisation, on devrait dépasser cette phase, mais ça va forcément prendre du temps. »

Nous faisant visiter son modeste « *molino* » de Tesoro de Dios, Mireya Cobarubia confirme à sa manière :

« *On est conscients de ce que le mercure est mauvais pour notre santé et l'environnement, qu'il va arriver un jour où ce moulin ne pourra plus fonctionner, à cause de la contamination, et qu'on devra apporter le matériel directement à l'usine de cyanuration. Donc, tout le monde commence à se réorganiser, mais sans pression.* »

Un processus de transformation graduel qui a, quoi qu'on en pense, le mérite d'avoir commencé. Et dans lequel chacun peut trouver son compte s'il est bien mené...

« *En 2005-2007, avec le CNTQ, on a calculé la quantité d'“arenas” issues du mercure non encore retraitées, raconte Vásquez, évoquant l'Etat de Bolivar. On est arrivés à 10 millions de tonnes ! Si l'on répartit cette quantité entre les traditionnelles équipes de mineurs, et si l'Etat finance ou subventionne de nouvelles installations de cyanuration, ils vont récupérer de l'or sans être tentés de partir dans les zones de forêt primaire.* »

Souvent levés à quatre heures du matin pour arpenter routes et pistes de terre rouge, les membres de la Mission Piar déploient une activité aussi enthousiaste qu'incessante. Militants autant que fonctionnaires, ils constituent la pièce maîtresse de « la grande transformation » recherchée. Deux cent-trente étudiants et professionnels du Plan de travail pour les jeunes – géologues, ingénieurs des mines, travailleurs sociaux, bacheliers, de toutes les universités de l'Etat de Bolivar – actuellement en formation au cri enthousiaste et ludique de « *pico, pico / pala, pala / manea, manea / la batea*

[
[12](#)

]
»

, vont les assister pour, selon José Ortiz,
« *entreprendre une humanisation des mines* ».

En poussant à l'abandon du mercure, déjà interdit, mais qui jouit d'une période de « tolérance » :

« *On n'envoie pas l'armée, on fait les choses progressivement. Quand le temps de grâce sera terminé, tout le monde devra se soumettre à la loi.* »

Avec des principes simples à comprendre. Par exemple :

« *Si tu as dévasté la nature, tu dois replanter.* »

La mission entend également favoriser l'émergence de projets socio-productifs – pisciculture, agriculture, briqueteries, petites entreprises – « *car il ne s'agit pas de remplacer la rente pétrolière par la rente minière* ».

Ce qu'ont

manifestement intégré nombre d'intéressés :

« *On a déjà prévu un terrain pour monter un élevage de porcs et développer le maraichage, confirme ainsi Ramón Calderón en nous accueillant dans la zone de La Ramona (1 500 familles, plus une population flottante de 500 personnes).*

On projette également d'avoir un camion, une ambulance, un module de santé, un terrain de foot, une bonne école et un lycée avec leur cantine. Nous devons aussi préparer notre jeunesse en l'envoyant à l'Université... »

Autres axes de travail, « la santé intégrale, sexuelle et reproductive » ainsi que la sécurisation des mines, souvent dangereuses, non étayées, mal ventilées, où ne sont utilisés ni casques, ni masques, ni gants. Et même un registre « loisirs » pour pousser les mineurs à créer des équipes de football, organiser des tournois, « *prendre des vacances de quelques jours au bord de la mer plutôt que de dépenser tout leur fric au bordel... »*

« *On dira que je suis fou, rit Ortiz, mais c'est notre rôle ! La mine doit cesser d'être un espace de production avec violence pour devenir un espace de production humain.* »

« *Vous allez vous marier avec un projet et ses difficultés, annonçait ce même Ortiz le 10 mars, sans langue de bois, aux deux cent soixante*

« *chamberos* » –

jeunes de la

« *Chamba Juvenil* »

– réunis à Ciudad Bolívar, capitale de l'Etat que borde le puissant Orenoque.

Il y a des choses qu'on pourra faire immédiatement, d'autres à moyen terme, d'autres à long terme. Lorsque des complications inattendues vont surgir, ne sombrez pas dans le découragement. Aucun de nos efforts ne sera vain. Nous ne pouvons pas nous rendre ! Notre champ de bataille, c'est les mines, les pieds dans la boue, avec les gens. »

De fait, le message global commence à générer une dynamique. Les premiers résultats sautent aux yeux. Lors d'une visite à San Rafael de la Camora, l'éternel sourire d'Ortiz s'élargit : « *la alzada* »

– un simple monte-charge – protégé du vide impressionnant les trois hommes qu'il transporte à moins 85 mètres grâce à de très inhabituelles sangles de sécurité. Tous les mineurs portent bottes et casque de sécurité.

De quoi motiver les « *chamberos* » qui se préparent à se lancer dans l'aventure, avec ferveur, « *patriotisme* », ils ne s'en cachent pas, mais aussi quelques craintes au fond des yeux. Jolie brune de 32 ans abritée derrière de larges lunettes de soleil, Maria Santoya frissonne :

« *Tu te demandes comment on va te recevoir... Il y en a qui sont dans les mines depuis une éternité, sur plusieurs générations, et nous, on va se pointer et leur dire qu'il faut mettre un casque, un masque pour les poumons, des gants de chantier ! "Qu'est-ce que c'est que cette jeunette qui vient m'expliquer ce que je dois faire", vont-ils penser...* »

Laissant fuser un léger rire, une de ses copines l'interrompt :

« *C'est tous des hommes ! C'est justement parce qu'on est des "muchachas"*

qu'ils vont ouvrir de grands yeux et nous écouter. »

Ce à quoi Isberlyn González, une géologue de Caroni, ajoute :

« *On n'y va pas seulement pour les mineurs. On y va aussi pour aider, sur le plan social, leurs femmes et leurs enfants.* »

Derrière elles, dans un charivari d'exclamations joyeuses, un groupe rugit :

« *Pico, pico / pala, pala / manea, manea / la batea*

! »

C'est aussi ça, le Venezuela.

« *On a défini cinq minéraux stratégiques : l'or, les diamants, le coltan, le cuivre et l'argent* », commente le ministre Victor Cano.

Le coltan est exploité depuis moins longtemps que l'or, et de façon artisanale. On ne savait pas qu'il était si important, on n'en a entendu parler que ces dernières années. »

Et pour la première fois en 2009, quand Chávez en personne révéla qu'on avait découvert des mafias exploitant de manière illégale et détournant en contrebande en Colombie

« *un métal stratégique appelé coltan* ».

Minerai aussi précieux que l'or du fait de son utilisation dans les industries électronique et spatiale, indispensable à la fabrication des téléphones portables, tablettes et condensateurs d'ordinateurs que même les « *écolos* » les plus purs utilisent quotidiennement pour dénoncer son extraction « *par le gouvernement irresponsable de Maduro* », le coltan peut être extrait artisanalement et dans des conditions apocalyptiques, comme en République démocratique du Congo (RDC), ou selon un mode industriel, mécanisé et relativement sécurisé. Pas d'enfants dans les mines donc, ni travail forcé au Venezuela où deux entreprises mixtes fonctionnent d'ores et déjà dans le secteur de Los Pijiguaos. Le 9 septembre 2017, l'Entreprise mixte minière écosocialiste Parguaza (Emmepas) a annoncé avoir produit sa première tonne et le pays a communiqué qu'il allait procéder à sa première exportation « *officielle* » – aucune nation

d'Amérique latine ne disposant encore d'installations pour raffiner cet « or bleu ».

Lui aussi exploité artisanalement, le diamant fait l'objet, depuis plusieurs années, de négociation et de discussions avec des entreprises angolaises et sud-africaines intéressées par une association avec l'Etat vénézuélien. D'après le président Maduro, cité par le quotidien *El Universo*

du 3 juin 2017, la zone concernée s'étend sur 10 000 hectares où, estiment les géologues, se trouveraient 40 millions de carats [

[13](#)

].

Ne voir dans l'arrivée de multinationales, dans les conditions précitées, qu'une « *mise à l'encan du pays* »

et une

« *soumission au capitalisme* »

a un aspect terriblement simpliste et réducteur. Toutefois, que le retour de la canadienne Gold Reserve reste en travers de la gorge de ses détracteurs n'a rien non plus de vraiment indécent.

En 1992, pour exploiter la mine Brisas de Las Cristinas, Gold Reserve a obtenu une concession, dont elle s'est crue propriétaire (alors que, selon la Constitution, le sous-sol appartient à la nation). Lorsque, en 2009, Chávez a révoqué cette concession, la multinationale en a appelé à la Banque mondiale qui, bien entendu, à travers le Centre international de règlement des différends relatifs aux investissements (Ciadi), lui a donné raison. Au terme de six années de confrontation, l'Etat vénézuélien a été condamné à payer 1,037 milliards de dollars d'indemnité – dont près de 800 millions ont été réglés, le solde donnant lieu à un accord qui permet la création de l'Entreprise mixte éco-socialiste Siembra minera, dont la compagnie canadienne possède 45 % des actions. Le champ d'action de ce « partenariat, que le pouvoir entend « *plus écologique qu'auparavant* », s'étendra sur les 18 951 hectares du projet Brisas Cristinas, l'un des plus importants gisements d'or et de cuivre du monde, où Gold Réserve opérait avant 2009 et où elle a laissé derrière elle un désastre épouvantable en matière d'environnement [[14](#)].

L'apparition en 2016 de la Compagnie anonyme militaire des industries minières, pétrolières et gazières (Camimpeg) provoque tout autant les suspicions. Pour le pouvoir, il s'agit, la crise économique étant ce qu'elle est, de permettre à ce « moteur industriel militaire » de générer des ressources afin de subvenir à ses besoins en matière d'équipement, d'armement et de fonctionnement. Et, s'agissant de l'Arc minier, d'y assurer une présence permettant de contrôler et réduire la présence des groupes irréguliers. Pour ses critiques, ce « cadeau » fait aux généraux donne à ceux-ci un pouvoir économique, et donc politique (déjà non négligeable) préoccupant. D'autres, et pas forcément anti-chavistes, du côté de Guasipati et El Callao, se

montrent dubitatifs – certains militaires se montrant, en quelques circonstances, sur le terrain, moins enclins à travailler de pair avec le peuple « *minero* » qu'à défendre des intérêts douteux, y compris à travers la corruption ou même parfois la répression.

Les mêmes rajoutent généralement que si Washington et l'opposition, à la recherche d'un « Pinochet » (« démocratique », cette fois !), n'appelaient pas ouvertement les forces armées à renverser Maduro, le pouvoir aurait moins de raisons de s'assurer sa fidélité en lui consentant quelques « gratifications » excessives. Néanmoins limitées dans le cas présent : contrairement aux thèses absurdes véhiculées par les réseaux sociaux – qui mériteraient d'ailleurs, à l'examen, d'être rebaptisés « copier-coller sociaux » – les militaires ne se sont pas vu octroyer l'exclusivité de l'exploitation de l'Arc minier : ils ne pourront opérer que dans deux zones, quand on peut supposer qu'ils en espéraient beaucoup plus.

D'après le recensement de 2011, 54 686 Indigènes vivent dans l'Etat de Bolivar, répartis dans 182 communautés. Il n'est pas possible ici d'entamer une description systématique des frictions existant sur ce thème, très classiques au demeurant. Arrêtons nous plutôt sur quelques instantanés qui aideront à baliser le terrain.

D'après les opposants, le gouvernement ne respecte pas la Constitution qui, dans son article 119, traite des « garanties que les Indigènes doivent avoir quant à leurs terres » et, dans le 120, précise que l'exploitation des minerais y existant se fera « *sans préjudice pour leur intégrité culturelle, sociale et économique* ».

La loi organique des peuples indigènes de décembre 2005, par ailleurs, prévoit une « *consultation préalable et informée*

(...)

de bonne foi, prenant en compte les langues, la spiritualité, respectant l'organisation propre, les autorités légitimes

(...)

des peuples et communautés indigènes concernés ».

Obligation qui ne serait pas respectée.

De son côté, en mai 2017, le ministre Jorge Arreaza nous affirmait que de telles consultations, respectant les formes et les normes, avaient bel et bien lieu. « *On leur présente le projet, on leur explique l'impact environnemental. S'ils disent "ici, non, c'est un territoire sacré", on écarte immédiatement. On leur explique aussi le besoin de main d'œuvre, certains s'opposent, d'autres non.* »

Pour Juan Carlos Velásquez, capitaine général des communautés du « *municipio* » Gran Sabana, l'Arc minier représente un problème de plus pour des populations déjà affectées par les trafiquants de combustibles. Dans le même registre, Esteban Rodríguez, porte-parole des Ye'kuana de l'Alto Ventuari (Amazonas), estime qu'

« *il attirera des inconnus sur le territoire, prostituera les femmes indigènes et apportera des*

maladies ».

Francisco Rojas, de la Confédération indigène bolivarienne d'Amazonas, affirme quant à lui qu'il provoquera

« des guerres et des problèmes entre Indigènes, car quelques membres des communautés concernées par le décret ont donné leur accord et l'ont même fait savoir à l'opinion publique

[
[15](#)

]».

Deux logiques, deux cultures, deux modes de pensée ? Pas forcément. Les « peuples originaires » ne constituent pas un bloc homogène. Pour le compte de la communauté Mapoyo, Jairo García, lors d'une audience devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme, a fait connaître son appui au développement de l'Arc minier. Une partie des Yekuana partage cette position « *pro-minería* ». Les Pemones ont une histoire minière ancestrale. Pour le meilleur et pour le pire : utilisation du mercure, liens avec les contrebandiers. Le 2 mars dernier, pendant notre séjour, alors que la vice-ministre devait rencontrer leur capitaine général le lendemain, ils séquestraient un fonctionnaire, provoquant l'émoi. Car les logiques des fils de la « Terre-mère » sont parfois tordues : alors qu'ils ont signé une alliance stratégique et pratiquent l'extraction de l'or, ils veulent pouvoir le faire dans une zone qu'a interdit le gouvernement pour... préserver la biodiversité !

Au-delà des polémiques et controverses, une forte majorité de mineurs plébiscite manifestement le changement. Le 9 mars, dans la chaleur moite de Caicara del Orinoco, sous les pailletes d'un « Club de musique créole », une assemblée attentive et joyeuse assiste à la signature de 43 « alliances stratégiques » entre le gouvernement et des petits producteurs de diamant. A la tribune, le ministre Victor Cano côtoie le vice-président de la BCV José « Chino » Khan, le gouverneur du Bolivar Justo Noguera, les autorités militaires et les édiles locaux. « *Cette alliance stratégique avec l'Etat est un acte historique de dignification de notre travail, scande, sans trop de précautions oratoires, l'orateur qui ouvre la cérémonie.*

Avec tout le respect pour nos Forces armées, ici présentes, les mineurs artisanaux qui sortaient les diamants pour nourrir leur famille avaient peur chaque fois qu'elles apparaissaient ! Ils étaient illégaux, on leur brûlait tout, on leur détruisait leurs machines, comme s'ils étaient des délinquants. Ce qu'ils voulaient, c'était simplement travailler pour élever leurs enfants.

Aujourd'hui, grâce au gouvernement révolutionnaire, c'est possible... D'autres vont nous rejoindre.

(...)

L'or, le diamant, le coltan vont jouer un rôle aussi important que le pétrole et notre activité va être capitale pour renforcer économiquement la patrie dans la difficile situation que nous traversons. »

On pourrait multiplier les déclarations entendues à l'infini, mais l'essentiel, ce jour-là, est dit. On citera simplement la confirmation apportée par Catalina Gómez, sympathique jeune femme actionnaire d'une modeste mine – neuf personnes au fond du « *barranco* », cinq en surface – dans le secteur Pérou d'El Cllao :

« *Avant, on avait des problèmes, on nous confisquait nos machines, on nous maltraitait, on nous expulsait ! Maintenant, on est protégés par l'Etat, ça nous permet de travailler.* »

Un Etat qui récolte les fruits de sa politique : alors que la Banque centrale (BCV) ne recevait que 500 kilos d'or en 2016, elle en a stocké 8,5 tonnes en 2017 et en annonçait déjà 8 tonnes début mars 2018 – avec un objectif raisonnable de 24 tonnes en fin d'année. Deux milliards de dollars pour le fisc, espère Victor Cano. Un dur coup aux mafias étrangères qui, durant des années, se sont enrichies sur le dos du pays. Et de quoi alimenter la fureur de Washington et de l'opposition... C'est en effet grâce à cet or que le Venezuela, soumis à des sanctions économiques chaque jour plus pénalisantes des Etats-Unis, a pu financer une partie de ses importations, en particulier d'aliments, en janvier et février 2018.

Avec la complexité de ses causes, de ses effets et de ses contradictions, la transformation et l'utilité de l'Arco requièrent, comme on peut le voir, pour être jugées objectivement, un minimum d'informations et de bonne foi. Décoloniser la « *minería* », la rendre moins prédatrice pour l'environnement, améliorer la situation de dizaines de milliers de travailleurs, tout en remplissant les caisses de l'Etat... On peut débattre de cette approche, douter de sa réussite (et pour certains souhaiter son échec !), mais, en tout état de cause, on est loin de la planification cynique et irresponsable du « saccage à grande échelle » régulièrement dénoncé.

Le 20 mars dernier a été célébré le premier anniversaire de la création du Parc national indigène populaire Caura, espace vierge de 7,5 millions d'hectares (20 % de l'Etat du Bolivar), dans lequel vivent, entre autres, sept ethnies – Yekwana, Sanema Hoti, Pemón, Hivi (Guajibo), Eñepa et Kariñas – reconnu par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) comme la zone forestière humide protégée la plus grande du monde.

Oui... au Venezuela !

Notes :

[1] Table d'Unité démocratique : organisatrice des violences insurrectionnelles qui se sont soldées par 45 morts en 2014 et 125 en 2017 parmi les opposants, les forces de l'ordre, des malchanceux passant au mauvais endroit au mauvais moment et des chavistes, avec, à chaque

fois, des centaines de blessés.

[2] « Arc minier de l'Orénoque : quand Maduro et l'opposition s'entendent sur le dos des indigènes, des travailleurs et de l'environnement », *Hebdo anticapitaliste*, Nouveau parti anticapitaliste (NPA), Paris, 26 juin 2017.

[3] D'après les chroniques, on peut même remonter plus loin puisque celles-ci rapportent que, à l'époque coloniale, les missionnaires faisaient exploiter l'or par les Indigènes afin de l'exporter en Espagne.

[4] Processus d'évaluation et de quantification des réserves minières exécuté par des organismes scientifiques d'exploration et d'analyse du sous-sol.

[5] *BBC Mundo*, Londres, 12 février 2018.

[6] Général pendant les guerres d'indépendance et ami de Simón Bolívar, Manuel Carlos Piar, condamné à mort pour « insubordination sédition et conspiration », fut exécuté le 16 octobre 1817 après que Bolívar ait ratifié la sentence.

[7] La petite « minería » traite entre 0 et 100 tonnes de minerai aurifère par jour ; la moyenne, entre 100 et 500 tonnes ; la grande, aujourd'hui représentée par la seule Minerven, plus de 500 tonnes.

[8] Programme de formation et de production destiné à inclure 600 000 jeunes dans le développement d'un nouveau programme économique rompant avec le rentisme pétrolier.

[9] Début mars 2018, lors de la réalisation de ce reportage, 1 dollar s'échangeait officiellement contre 25 000 bolivars ; au marché noir, il permettait d'obtenir 240 000 bolivars.

[10] A El Callao, depuis 2009, 37 % de la population présente des taux de mercure supérieurs au niveau tolérable.

[11] C'est l'acquisition nécessaire de « moulins à bol de broyage » et de réservoirs avec injection d'air, qui rend important l'investissement pour une usine de cyanuration.

[12] « Pic, pic, pelle, pelle, remue, remue la batée ! »

[13] 1 carat = 0,20 grammes.

[14] Ce retour de Gold Reserve se fait pour elle à des conditions avantageuses. Toutefois, contrairement aux allégations des opposants, les impôts et taxes qu'elle devra payer, ainsi que les bénéfices revenant à l'Etat n'ont rien de léonins. Lire : « Oro y CIADI : El arreglo de Gold Reserve con Venezuela », Mining Press, Buenos Aires, 8 août 2016.

[15] Lorena Meléndez, « El Arco minero pasó hasta por encima de los derechos indígenas », *Runrunes*, Caracas, 23 février 2017.

Portafolio

L'Arc minier de l'Orénoque, les « écologistes » et les mafias

Photographies : Maurice Lemoine











[Elmer Leiva](#) [Mesa para la Pluma](#) 11 février 2018